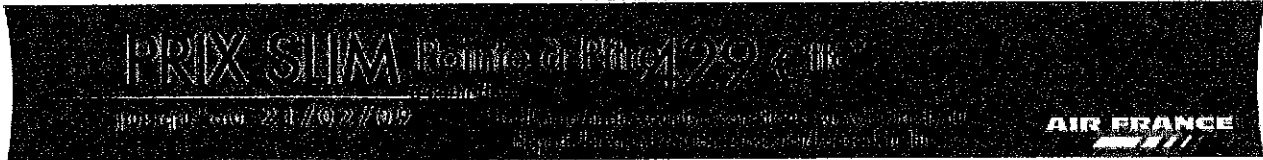


Le Monde.fr

PUBLICITE



Le fragile gain de "productivité" des élus français au Parlement européen

LE MONDE | 24.01.09 | 14h57
BRUXELLES BUREAU EUROPÉEN

C'est un des enjeux du prochain scrutin européen, souvent ignoré par les partis lors de la constitution des listes : l'influence des élus français au sein de l'hémicycle. *"Le poids de la France au Parlement européen a eu tendance à se renforcer par rapport aux mandatures précédentes. Mais les signes de cette amélioration demeurent encore fragiles"*, constate Thierry Chopin, directeur des études de la Fondation Robert Schuman.

A l'en croire, la *"productivité"* des eurodéputés français a fait *"un net progrès"* entre 2004 et 2009. Mais leur entregent reste inférieur à celui de leurs collègues allemands, britanniques, ou espagnols. Au nombre des coordinateurs - un poste stratégique dans les différents groupes politiques -, les Français sont sous-représentés. Rares sont ceux qui ont été désignés rapporteurs sur les législations les plus en vue de la mandature. *"Sur le paquet énergie-climat, aucun rapport n'a été confié aux Français"*, se plaint le représentant à Bruxelles d'une entreprise énergétique. Selon lui, les réticences affichées par certains, comme Rachida Dati, brouillent le *"retour de la France en Europe"* dont se targue le chef de l'Etat : *"Rien ne sert d'avoir des élus qui annoncent qu'ils n'ont pas envie de siéger"*, dit-il.

"En dépit des efforts de M. Sarkozy pour cajoler les eurodéputés pendant sa présidence de l'Union, la France continue de payer une certaine indifférence au Parlement européen. Pour elle, les institutions européennes se sont longtemps réduites au Conseil et à la Commission européenne", observe Jacques Toubon (UMP), qui s'est beaucoup dépensé pour amender la directive Bolkestein sur les services. Cet ancien proche de Jacques Chirac espère toujours une position éligible en Ile-de-France.

"C'est un problème d'expérience, le renouvellement est souvent trop rapide", ajoute Pervenche Berès. L'élue socialiste préside la commission des affaires économiques et monétaires - l'une des rares dirigées par un Français. Elle n'est pas non plus certaine d'être en position éligible en Ile-de-France.

"Le problème congénital est que les Français se présentent divisés en tribus gauloises du fait de la proportionnelle, estime Alain Lamassoure (UMP). Du coup, l'influence française est celle d'un petit nombre de personnalités qui s'appuient davantage sur leur expérience individuelle que sur une stratégie collective".

Au Parti populaire européen (PPE), la formation dominante au sein de l'hémicycle européen, la délégation française (18 membres) pointe loin derrière celles de l'Allemagne et du Royaume-Uni, et juste derrière la Pologne. Un Français, Joseph Daul, assure la présidence du groupe. Mais en tout début de législature, les onze élus de l'ex-UDF ont quitté le PPE à la demande de François Bayrou pour rejoindre les rangs des libéraux.

Au Parti des socialistes européens (PSE), les 31 élus français constituent la plus importante délégation nationale, mais la guerre des courants et le clivage entre les partisans du "oui" et du "non" à la Constitution européenne, en 2005, ont miné leur influence. *"Du coup, les Français n'ont pas pu prétendre à la présidence du groupe, c'est un Allemand qui occupe la place"*, observe un eurodéputé de gauche.